

INSTRUCTION AU RESEAU

Type d'instruction : C LR IT Date de publication : 08/02/2024

Numéro de l'instruction : C-2024-020

Plan d'investissement pour l'accueil du jeune enfant (Piaje)

Résumé : Réglementation relative au Plan d'investissement pour l'accueil du jeune enfant au bénéfice des projets de création de places en Etablissements d'accueil du jeune enfant, en Maison d'assistant maternel, et de création de Relais petite enfance.

Emetteur :

Direction : Direction des politiques familiale et sociale

A l'attention de :

Mesdames et Messieurs les Directeurs
Mesdames et Messieurs les Directeurs comptables et financiers des Caf
Mesdames et Messieurs les Responsables des Centres de Ressources

Référents à contacter :

Informé(s) :

Organismes destinataires : Caf Caisses multibranches Centre de Ressources

-Autres : -Cnaf

Caf pivots Caf adhérentes

Champ d'application : Métropole DOM Mayotte

Processus de rattachement : M5 - Accompagner, maintenir et développer l'activité des partenaires d'action sociale

Diffusion : Diffusion réseau Diffusion caf.fr Communicable loi CADA

Texte(s) de référence :

Documents abrogés ou modifiés :

- o Circulaire n° 2021-004 du 07/03/21
- o Circulaire n° 2021-009 du 02/06/21

Action(s) à réaliser & échéances :

Pour application Pour recommandation Pour information

Mots-clés :

Etablissement d'accueil du jeune enfant, Maison d'assistant maternel, Relais petite enfance, création de places, développement durable, investissement, Psu

Nombre de page(s) : 27

Nombre et liste des annexes :

- o 6

Applicable à compter du : 01/01/2024

Applicable jusqu'au : sans limitation de durée



32 avenue de la Sibelle
75685 PARIS cedex 14

Tél. : 01 45 65 52 52
Fax : 01 45 65 57 24

Mesdames et Messieurs les Directeurs,
Mesdames et Messieurs les Directeurs comptables et financiers,

Le développement et la pérennisation de l'offre d'accueil du jeune enfant est une priorité de la convention d'objectifs et de gestion (Cog) 2023-2027. Les ambitions sont de favoriser un développement régulé du secteur de la petite enfance, de pérenniser une offre d'accueil de qualité et de poursuivre le rééquilibrage territorial de cette offre pour les familles.

Afin d'accompagner la création de places d'accueil du jeune enfant, la présente circulaire définit les modalités de révision du Plan d'investissement pour l'accueil des jeunes enfants (Piaje) applicables à compter de janvier 2024.

Doté de 1,48 milliard d'euros, le Piaje comporte plusieurs évolutions par rapport au précédent Plan d'investissement :

- les modalités de sécurisation de la destination sociale des projets soutenus et des partenariats entre les Caf et les porteurs de projets accompagnés sont renforcées ;
- les niveaux et modalités d'accompagnement des projets de Maisons d'assistants maternels sont adaptés à leurs caractéristiques ;
- le niveau de financement des projets de Relais petite enfance est réhaussé ;
- le niveau de financement des projets ambitieux sur le plan environnemental sera réhaussé à compter de septembre 2024.

La présente circulaire remplace, à compter du 1er janvier 2024, la circulaire n°2021-009 du 2 juin 2021 ainsi que la circulaire 2021-004 du 17 mars 2021, pour sa partie consacrée au soutien à l'investissement.

La présente circulaire est complétée par deux informations techniques, qui seront régulièrement mises à jour et relatives aux :

- barèmes applicables aux différents dispositifs de financement ;
- labels et certificats dont l'attribution conditionne le versement de composantes de financement majorées visant à soutenir l'ambition particulière des projets en matière de développement durable.

TABLE DES MATIERES

1. ENTREE EN VIGUEUR DU PLAN D'INVESTISSEMENT POUR L'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS	4
2. LES CONDITIONS D'ELIGIBILITE	4
2.1. Les promoteurs éligibles	4
2.2. Les équipements éligibles.....	4
2.3. Les dépenses éligibles.....	6
3. CRITERES D'APPRECIATION DES PROJETS.....	7
3.1. Contenu du diagnostic.....	7
3.2. Définition du taux de couverture en mode d'accueil.....	8
3.3. La viabilité économique des projets et la prévention de l'enrichissement sans cause	9
3.4. Condition d'ouverture sur l'extérieur pour les crèches de personnel.....	10
4. MODALITES DE CALCUL ET DE SUIVI DES SUBVENTIONS AU BENEFICE DES MAM ET DES EAJE.....	11
4.1. Socle de base	11
4.2. Majoration « gros œuvre ».....	12
4.3. Majoration « développement durable »	12
4.4. Majoration « rattrapage territorial ».....	13
4.5. Majoration « potentiel financier »	13
4.6. Modalités de plafonnement et de calcul.....	14
4.7. Modalités de suivi des subventions accordées.....	14
5. DISPOSITIONS RELATIVES AUX RELAIS PETITE ENFANCE.....	16
6. LES MODALITES DE GESTION DU PIAJE	17
6.1. La dotation attribuée à chaque Caf.....	17
6.2. Les modalités de gestion et de conventionnement.....	17
6.3. Calendrier de mise en œuvre.....	17
ANNEXE 1. Les six composantes des dépenses subventionnables	19
ANNEXE 2. Définition du taux de couverture en mode d'accueil et sources de données	20
ANNEXE 3. Le potentiel financier par habitant pour les communes ou potentiel financier agrégé par habitant pour les Epci.....	22
ANNEXE 4. Les modalités de suivi du Piaje.....	23
ANNEXE 5. Modèle de l'attestation sur l'honneur	25
ANNEXE 6. Modèle de la déclaration d'intérêts.....	26

1. ENTREE EN VIGUEUR DU PLAN D'INVESTISSEMENT POUR L'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS

Le Plan d'investissement pour l'accueil du jeune enfant (Piaje) est doté de 1,48 milliard d'euros pour la période 2024-2027.

Comme pour tous les financements émanant du fonds national d'action sociale, la décision du Conseil d'administration de la Caf d'octroyer une subvention dans le cadre du Piaje est discrétionnaire. Le versement d'une subvention d'investissement n'est pas automatique. La possibilité d'attribuer des fonds doit être examinée au regard des moyens financiers disponibles et des critères définis par la présente circulaire. Les refus de subvention doivent être motivés, au regard des critères d'appréciation qui y sont définis.

La présente circulaire entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2024. Les dossiers transmis complets jusqu'au 31 décembre 2023 se voient appliquer la réglementation et les barèmes résultant de la circulaire 2021-009 du 2 juin 2021. Les dossiers transmis complets à partir du 1^{er} janvier 2024 se voient appliquer la réglementation résultant de la présente circulaire et les barèmes mentionnés dans les informations techniques qui l'accompagnent.

2. LES CONDITIONS D'ELIGIBILITE

2.1 Les promoteurs éligibles

Le promoteur est le financeur du projet d'investissement. Il est constitué en personne morale et s'engage à maintenir la destination sociale du projet soutenu dans les conditions prévues par la convention qui le lie à la Caf. Le promoteur n'est pas nécessairement le gestionnaire de l'équipement.

La Caf conventionne avec un seul promoteur par projet au regard des dépenses éligibles qu'il assume effectivement, les factures faisant foi.

Dans le cadre d'une délégation de maîtrise d'ouvrage, si cette dernière est facturée, le Piaje peut être versé au partenaire s'en acquittant.

Le promoteur peut être notamment (liste non-exhaustive) :

- une collectivité territoriale ou son émanation ;
- un organisme privé à but non lucratif ;
- un établissement public ;
- une administration d'Etat ;
- une société civile immobilière
- une entreprise commerciale.

2.2 Les équipements éligibles

Sont éligibles, les établissements suivants :

Etablissements éligibles	Conditions particulières d'éligibilité
Eaje financé par la Prestation de service unique (Psu)	Bénéficiaire de la Psu et en appliquer les règles.

<p>Micro-crèches et crèches familiales financées par la Paje</p>	<p>Accueillir uniquement des enfants pour lesquels les parents perçoivent le Cmg « structure » ;</p> <p>Appliquer une tarification modulée, en fonction des ressources des parents. La tarification doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • être inférieure au plafond fixé par la législation et la réglementation relatives au versement du Cmg (Article L531-6 du code de la sécurité sociale) ; • être publiée en ligne et affichée au sein de l'équipement ; • comprendre la fourniture des repas et des produits d'hygiène. <p>Pour les Micro-crèches financées par la Paje, remplir également ces conditions d'implantation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit être implantée sur un territoire dont le taux de couverture en mode d'accueil* est inférieur à 58% et dont le potentiel financier par habitant** est inférieur à 900 € ; • soit être implantée sur un territoire ciblé dans un appel à projet engagé par la Caf pour le développement de l'offre selon des modalités fixées localement. <p>Les micro-crèches accolées (implantées à la même adresse ou contiguës ou dont les locaux techniques sont mutualisés) sont exclues du Paje.</p> <p>Les projets déposés jusqu'au 31 mars 2024 font l'objet de la réglementation décrite dans la présente circulaire. Les Caf sont ensuite invitées à surseoir à l'examen des dossiers en Caf (ou instance délégataire) dans l'attente de nouvelles consignes.</p>
<p>Maisons d'assistants maternels</p>	<p>La Mam regroupe a minima deux assistants maternels agréés (les Mam composées d'un seul professionnel sont exclues du bénéfice du Paje).</p> <p>Les assistants maternels bénéficient d'agrément délivrés par les services de Protection Maternelle et Infantile du Conseil départemental à titre individuel.</p> <p>Les assistants maternels agréés ou candidats à l'agrément au sein de la Mam signent la Charte de qualité des Mam élaborée par la branche Famille et élaborent les documents qu'elle prévoit : charte de fonctionnement, projet d'accueil, règlement interne.</p> <p>La charte de fonctionnement est exigible lors du dépôt du dossier ; le projet d'accueil et le règlement interne sont nécessaires au versement du solde de la subvention.</p> <p>Le promoteur s'engage à conditionner l'accès aux locaux financés aux assistants maternels regroupés à la signature par leurs soins de la Charte qualité des Mam pendant toute la durée exigée de maintien de la destination sociale.</p>

	<p>Le projet reçoit l'avis favorable du Maire¹, que ce dernier peut déléguer au Président du regroupement de communes, assorti des modalités d'accompagnement que la collectivité prévoit pour favoriser la pérennité et la qualité du projet.</p> <p>Si la commune ou le regroupement de communes gère ou délègue la gestion d'un Relais petite enfance, le soutien en investissement de la Caf au bénéfice du porteur de la Mam est conditionné à un engagement du Rpe à accompagner le collectif des professionnels qui la compose.</p> <p>L'aide au démarrage et l'aide à l'investissement au titre du Piaje ne sont pas cumulables pour un même bénéficiaire. Lorsqu'une collectivité ou tout promoteur réalise et supporte les coûts d'un investissement dans les locaux qu'elle entend mettre à disposition d'une Mam, la collectivité ou le promoteur sont éligibles au Piaje, et la personne morale portant la Mam est éligible à l'aide au démarrage pour l'acquisition du petit matériel.</p> <p>Les Mam accolées (implantées à la même adresse ou contiguës ou dont les locaux techniques sont mutualisés) sont exclues du Piaje.</p>
Relais petite enfance (Rpe)	Disposer d'un projet de fonctionnement validé par le Conseil d'administration de la Caf ou son instance délégataire

* Il s'agit du taux de couverture disponible à réception du dossier complet par la Caf.

** Il s'agit du potentiel financier disponible à réception du dossier complet par la Caf.

Le projet d'établissement et le règlement de fonctionnement des Eaje, ou la charte de fonctionnement, en Mam, déterminent les modalités selon lesquelles ces établissements garantissent des places pour l'accueil d'enfants en situation de pauvreté et/ou de handicap et/ou dont les parents sont en situation d'isolement ou d'insertion sociale ou professionnelle. Les équipements dont la conception et les modalités de fonctionnement ne permettent pas l'accueil d'enfants en situation de handicap sont exclus du bénéfice du Piaje.

2.3 Les dépenses éligibles

Toutes les dépenses qui relèvent, en comptabilité, de la notion d'investissement sont éligibles au Piaje (liste fournie en annexe 1) :

3. coûts fonciers et terrain ;
4. gros œuvre, clos et couverts et grosses réparations telles que définies par l'article 606 du code civil ;
5. aménagements intérieurs ;
6. équipements simples et particuliers ;

¹ A compter du 1^{er} janvier 2025, l'avis de l'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant tel que définie par l'article 17 de la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi

7. honoraires et frais administratifs (honoraires d'architecte, frais de maîtrise d'œuvre, études) ;
8. autres (aménagement extérieurs, voirie et réseaux divers, assurance de construction).

La valorisation de la mise à disposition ou de la cession à titre gracieux d'un terrain ou d'un local n'est pas éligible au Piaje.

Ces travaux doivent être destinés à :

9. une création de Rpe sans existence préalable d'un local ou par aménagement d'un local existant non affecté préalablement à cet usage ;
10. une création de places nouvelles d'Eaje ou de Mam, sans existence préalable d'un local ou par aménagement d'un local existant non affecté préalablement à cet usage ;
11. une extension d'Eaje ou de Mam existant avec une augmentation d'au moins 10 % de places nouvelles² ;
12. une transplantation sur un autre site :
 - a. avec une augmentation d'au moins 10 % de places nouvelles par rapport aux places existantes pour les Eaje ou les Mam ;
 - b. du Rpe, le cas échéant avec augmentation du nombre d'équivalent temps plein d'animateurs, dans les conditions et proportions précisées infra.

Les projets de rénovation de modes d'accueil sans création (ou sans création suffisante) de places nouvelles relèvent du fonds de modernisation des établissements (Fme).

En Eaje et en Mam, les places déjà subventionnées au moyen d'un précédent Plan d'investissement³ sont éligibles au Piaje uniquement lorsque le démarrage ou la modification de l'autorisation d'ouverture de l'établissement résultant du projet financé date de 10 ans ou plus. Une même place ne peut ainsi pas faire l'objet d'un financement au titre du Piaje ou d'un précédent plan d'investissement deux fois en moins de 10 ans.

Tous les dossiers de subvention concernant des équipements en gestion directe doivent obligatoirement faire l'objet d'un accord préalable de la Cnaf, qui l'appréciera au regard des perspectives de transfert d'activité.

3. CRITERES D'APPRECIATION DES PROJETS

3.1 Contenu du diagnostic

Tous les projets d'accueil, quel que soit le statut du gestionnaire, requièrent une analyse de besoin et un diagnostic préalable. Une attention particulière sera portée aux établissements s'implantant dans les quartiers politique de la ville (Qpv) et les zones de revitalisation rurale (Zrr) en cohérence avec les orientations de la Cog 2023-2027.

² Justifié sur avis ou autorisation du service de la protection maternelle et infantile.

La capacité d'accueil d'une Mam s'entend comme le nombre d'enfants maximum que la Mam peut accueillir en simultané (sans tenir compte des possibilités d'accueil en surnombre), calculé par la somme de la capacité d'accueil de chaque assistant maternel qui la compose et attestée par l'agrément individuel dont il dispose. L'augmentation de capacité s'apprécie au regard de la capacité d'accueil de la Mam précédemment portée à la connaissance de la Caf.

³ Sont visés les fonds suivants : fonds d'investissement petite enfance (Fipe), aide exceptionnelle à l'investissement (Aei), dispositif d'aide à l'investissement petite enfance (Daïpe), dispositif d'investissement petite enfance (Diïpe), plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance (Païppe), fonds d'abondement d'aide à l'investissement pour la petite enfance (Fapaïppe), plan crèche pluriannuel d'investissement (Pcpi), le plan pluriannuel d'investissement pour la création de crèches (Ppicc) et le Plan d'investissement pour l'accueil du jeune enfant (Piaje).

L'analyse de l'opportunité de soutenir le projet via le Piaje s'apprécie localement en cohérence avec le diagnostic, les orientations et les priorités définies par le schéma départemental des services aux familles (Sdsf) et avec tout schéma public local pluriannuel de maintien et de développement de l'offre d'accueil du jeune enfant prévoyant notamment les modalités de développement quantitatif et qualitatif ou de redéploiement des équipements et services d'accueil du jeune enfant, le cas échéant contractualisé dans le cadre de la Convention territoriale globale (Ctg).

Le niveau financier de l'aide accordée est défini par des critères nationaux et le barème national du Piaje ne peut pas être modulé localement.

Cette étape de diagnostic préalable a pour objectif d'apprécier l'opportunité du projet et le cas échéant d'amener le gestionnaire à mieux adapter son offre de service aux besoins du territoire (nombre de places, horaires d'ouverture, adaptation du projet d'accueil au public visé, etc.).

Les quatre indicateurs suivants doivent composer obligatoirement ce diagnostic :

- **Le taux de couverture en mode d'accueil** de la zone concernée est l'indicateur central et prioritaire pour définir si un projet est opportun ou non. Celui-ci prend en compte tous les modes de garde d'un territoire (accueil individuel, accueil collectif, scolarisation des 2-3 ans). L'analyse du besoin tient compte des perspectives d'évolution du taux de couverture au regard de la dynamique de la population d'enfants de moins de 3 ans et des modes d'accueil implantés.
- **Le nombre d'enfants de moins de trois ans du territoire** permet d'apprécier le potentiel de fréquentation de la structure.
- **Le taux d'occupation réel et financier⁴ des Eaje à proximité** permet d'apprécier la fréquentation des établissements environnants. Si le fonctionnement de ces derniers n'est pas optimisé, la Caf peut demander au porteur de projet, souhaitant s'implanter sur le territoire, d'adapter son projet, voire décider de ne pas le soutenir.
- **La viabilité économique du projet** fait l'objet d'un examen attentif de la Caf. Le porteur de projet doit garantir la viabilité économique pluriannuelle du projet ainsi que sa capacité à mobiliser des compétences en matière de gestion d'un établissement, dans les conditions décrites dans la partie 3.3.

3.2 Définition du taux de couverture en mode d'accueil

Le taux de couverture en mode d'accueil est apprécié à l'aune des dernières données disponibles à la date à laquelle le dossier est déposé complet auprès de la Caf. Il appartient à chaque Caf de le faire connaître localement et de l'adresser aux porteurs de projets afin qu'ils puissent développer une offre de service adaptée, en particulier sur les territoires qualifiés de prioritaires.

Les principes du calcul du taux de couverture en mode d'accueil sont décrits à l'annexe 2.

Ces informations sont par ailleurs mises en ligne en open data sous <http://data.caf.fr/site>.

Pour l'ensemble des projets de crèches et de Mam, le taux de couverture est apprécié à l'échelle territoriale pertinente au regard prioritairement des cofinanceurs du fonctionnement de l'établissement s'ils sont connus, ou à défaut au regard du promoteur et des cofinanceurs du projet d'investissement.

⁴ Taux d'occupation réel : heures réalisées / capacité théorique
Taux d'occupation financier : heures facturées / capacité théorique

Lorsque le ou les cofinanceurs sont implantés sur une seule commune, l'échelle territoriale pertinente de détermination du taux de couverture est la commune.

Lorsque le ou les cofinanceurs sont implantés sur une échelle intercommunale, l'échelle territoriale pertinente de détermination du taux de couverture est :

- par défaut l'Epci à fiscalité propre d'implantation⁵. C'est le cas retenu par défaut pour les crèches de personnel ;
- ou l'Epci sans fiscalité propre (généralement appelé « syndicat intercommunal » et créé spécifiquement dans le but d'exercer certaines compétences) lorsque celui-ci exerce la compétence de gestion, de financement, de maintien ou de développement de l'offre d'accueil du jeune enfant.

3.3 La viabilité économique des projets et la prévention de l'enrichissement sans cause

Le porteur de projet doit garantir la viabilité économique pluriannuelle du projet ainsi que, dans le cadre d'un projet d'Eaje ou de Rpe, sa capacité à mobiliser des compétences en matière de gestion d'un établissement.

Compte tenu des coûts et moindres recettes associés à la montée en charge d'une structure à l'ouverture et des délais d'obtention des différentes recettes :

- une attention particulière doit être portée aux enjeux de trésorerie afin de ne pas mettre en difficulté un projet en début d'exercice ;
- le porteur de projet fournit un budget prévisionnel de fonctionnement sur 3 exercices a minima.

➤ Analyse portant sur la personne morale, ses dirigeants et les liens d'intérêt éventuels

De façon complémentaire à l'exigence prévue par le Code du commerce à l'occasion de la constitution d'une société (Sarl, Sas, Snc, sociétés civiles, associations inscrites au RCS, etc.) et faisant obligation à chaque dirigeant de déclarer sur l'honneur n'avoir été l'objet d'aucune condamnation pénale ni de sanction civile ou administrative de nature à l'interdire de gérer, administrer, diriger ou contrôler une personne morale ou exercer une activité commerciale, les dirigeants de la société ou de l'association porteuse du projet d'Eaje, de Mam ou de Rpe fournissent une attestation sur l'honneur de probité (voir modèle en annexe 5). Une attestation inexacte ou incomplète est susceptible d'entraîner la nullité de la convention de financement régissant l'octroi de la subvention et justifiera la récupération totale de la subvention versée.

Le promoteur qui soumet un projet en vue d'obtenir un financement au titre du Piaje complète par ailleurs une déclaration d'intérêts permettant d'identifier les liens de toute nature entre le promoteur, le gestionnaire s'il est déjà connu et le propriétaire du bâtiment dans lequel est implantée la crèche, la Mam ou le Rpe (voir modèle en annexe 6). Une déclaration d'intérêts inexacte ou incomplète est susceptible d'entraîner la nullité de la convention de financement régissant l'octroi de la subvention et justifiera la récupération totale de la subvention versée.

L'existence d'intérêts donnera lieu à un approfondissement de l'analyse du plan de financement par la Caf : en cas d'existence d'intérêts communs, le promoteur fournira une attestation établie par notaire ou agent immobilier indiquant que le niveau de loyer pratiqué sur le local est conforme au prix du marché pour un bien comparable, ou que le prix de cession du terrain ou du local au promoteur par une personne morale ou physique entretenant un lien d'intérêt avec ce dernier est conforme au prix du marché pour un bien comparable.

⁵ Dans le périmètre de la métropole du Grand Paris, il convient de retenir à l'échelle intercommunale l'échelon de l'établissement public territorial (EPT) qui est soumis aux dispositions applicables aux syndicats de communes et n'est donc pas un EPCI à fiscalité propre.

➤ **Analyse portant sur la viabilité du projet en Eaje**

Dans le cas d'un Eaje et en vue de démontrer la viabilité économique du projet, le porteur de projet fournit une attestation indiquant que le gestionnaire, s'il est déjà connu, est à jour de ses obligations auxquelles il est soumis en matière de cotisations sociales.

Concernant les établissements éligibles à la Psu gérés par une association ou une entreprise, la Caf s'assure de la viabilité économique du projet au regard notamment de l'existence d'engagements ou de partenariats financiers avec des collectivités territoriales ou des employeurs pour les enfants de leurs salariés, de nature à équilibrer à terme le compte de résultat annuel de l'établissement.

Le degré de consolidation de ces partenariats à la date de la décision de financement, ainsi que la part qu'ils représentent dans les recettes totales s'apprécie localement en fonction des autres indicateurs du diagnostic mentionnés supra, de la situation financière des acteurs déjà présents sur le territoire et de la capacité de mobilisation des tiers-financeurs dont ils témoignent. Il est nécessaire qu'au minimum 50 % des places nouvelles fassent l'objet d'une pré-réservation ou d'un cofinancement.

Pour les établissements qui accueillent des familles bénéficiant du Cmg « structure », les tarifications pratiquées doivent permettre de s'adresser à un nombre suffisant de familles pour assurer à terme l'équilibre budgétaire de l'établissement ou du service.

➤ **Analyse portant sur la viabilité du projet en Mam**

Concernant les Mam, le projet reçoit l'avis favorable du Maire⁶ ou du Président du regroupement de communes en cas de délégation de compétence. Cet avis est justifié au regard des besoins et de l'offre localement disponible et du schéma de développement le cas échéant conventionné dans le cadre de la Ctg, et assorti des modalités d'accompagnement que la collectivité prévoit pour favoriser la pérennité et la qualité du projet, par exemple : mise à disposition de locaux ou de moyens, loyer modéré ou exonération de charges, subvention de fonctionnement, intégration des professionnels dans l'animation locale des modes d'accueil, valorisation de la Mam dans l'offre locale auprès des parents, mise en relation avec les partenaires locaux tels que la crèche familiale, la bibliothèque, etc.

Si la commune ou le regroupement de communes gère ou délègue la gestion d'un Relais petite enfance, le soutien en investissement de la Caf au bénéfice du porteur de la Mam est conditionné à un engagement du Rpe à accompagner le collectif des professionnels qui la compose. Cet engagement prend la forme d'un document complémentaire au projet de fonctionnement du Rpe et précisant la ou les Mam soutenues à ce titre.

3.4 Condition d'ouverture sur l'extérieur pour les crèches de personnel

Pour les crèches de personnel, dont une partie des places est réservée pour l'accueil d'enfants de salariés d'employeurs réservataires, les aides à l'investissement sont conditionnées par l'accueil d'au moins 10% des enfants venant des quartiers environnants sans financements d'employeurs.

Le projet d'établissement doit prévoir les moyens pour atteindre cet objectif, notamment la mise en place de partenariats (collectivité, Pmi, Caf, etc.).

Les conseils d'administrations des Caf pourront déroger à ce principe d'ouverture de l'Eaje sur le quartier dans des situations particulières, notamment lorsque celui-ci est éloigné des zones d'habitation.

⁶ A compter du 1^{er} janvier 2025, l'avis de l'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant tel que définie par l'article 17 de la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi

ATTENTION

Afin de faciliter les échanges avec les porteurs de projet, chaque Caf est invitée à faire connaître par tout moyen (mise en ligne sur les pages locales, plaquette, etc.) les coordonnées des interlocuteurs de la Caf chargés de l'accompagnement des projets.

Toutes les demandes doivent être déposées auprès de la caisse avant le début des travaux et les dossiers complets de demande de subvention au titre du Piaje font l'objet d'une instruction par les services de la Caf et d'une décision du Conseil d'administration ou de son instance délégataire.

Afin de fluidifier l'examen des demandes des partenaires et de faciliter ainsi la conduite de leurs projets, les Caf doivent veiller à assurer une réponse aux promoteurs dans un délai raisonnable.

A cet effet, l'instance délibérante en charge de rendre des décisions sur les dossiers d'investissement (Conseil d'administration ou commission délégataire) doit être réunie au moins une fois par trimestre afin d'examiner les demandes d'aides à l'investissement. Les pratiques visant à regrouper les demandes sur une ou deux commissions par an sont à proscrire. Les caisses sont encouragées à se doter d'un engagement de service vis-à-vis des promoteurs sur ce point, intégrant à partir d'un dossier de demande complet le délai d'instruction, de présentation et de notification au partenaire.

Les refus sont motivés au regard des critères exposés dans la présente circulaire et notifiés aux partenaires dans un courrier assorti des voies de recours contre la décision.

4. MODALITES DE CALCUL ET DE SUIVI DES SUBVENTIONS AU BENEFICE DES MAM ET DES EAJE

Les niveaux de financement sont détaillés dans un barème national publié annuellement et en tant que de besoin par Information technique et disponible sur le caf.fr.

Le barème applicable est celui qui est en vigueur à la date à laquelle le dossier est déposé complet auprès de la Caf. Si le barème applicable à la date à laquelle le Conseil d'administration de la Caf ou son instance délégataire rend sa décision est plus favorable, celui-ci a la possibilité d'appliquer ce barème actualisé au projet.

4.1 Socle de base

Les projets bénéficient d'une aide forfaitaire « socle » par place (existante et nouvelle).

Le socle de base n'est attribué aux places existantes que dans la mesure où elles n'ont pas été déjà subventionnées au moyen d'un précédent Plan d'investissement au cours des 10 dernières années⁷.

⁷ Dans les conditions énoncées au point 2.3 de la présente circulaire

4.2 Majoration « gros œuvre »

Le gros œuvre⁸ constitue tous les travaux qui permettent la mise hors d'eau et hors d'air de l'équipement, pour tout projet intégrant des créations de places nouvelles (que le local soit préexistant ou non).

Afin de bénéficier de cette majoration, les dépenses correspondant au gros œuvre doivent représenter au moins 30 % des dépenses subventionnables assumées par le bénéficiaire du Piaje, directement en tant que promoteur ou indirectement en tant qu'acquéreur dans le cas spécifique de la vente en état futur d'achèvement (Vefa)⁹. Qu'elles soient assumées directement ou par l'intermédiaire d'une Vefa, le promoteur transmettra à la Caf le détail des dépenses subventionnables afin de vérifier l'éligibilité à la majoration « gros œuvre ».

La majoration « gros œuvre » n'est attribuée aux places existantes que dans la mesure où elles n'ont pas été déjà subventionnées au moyen d'un précédent Plan d'investissement au cours des 10 dernières années¹⁰.

4.3 Majoration « développement durable »

Si les travaux de gros œuvre relèvent d'une démarche particulièrement ambitieuse en matière de développement durable, une majoration « développement durable » pourra se cumuler à la majoration « gros œuvre ».

L'engagement renforcé des Caf dans ce champ vise à :

- accueillir les enfants et les familles dans des environnements propices à la préservation de leur santé ;
- réduire les coûts de fonctionnement de ces équipements ;
- accueillir les jeunes enfants sans compromettre la capacité de cette génération et des suivantes à répondre à leurs besoins.

Les projets éligibles à cette majoration respectent les conditions cumulatives suivantes :

- ils bénéficient de la majoration « gros œuvre » du Piaje ;
- ils obtiennent à l'issue des travaux l'un des labels ou certificats figurant dans la liste détaillée des labels et certificats éligibles communiquée par Information technique et disponible sur le caf.fr. La liste applicable est celle disponible au moment où le dossier est présenté complet à la Caf.

Le seul respect de la réglementation thermique et environnementale applicable à la date du dépôt du dossier de demande ne rend pas le projet éligible à la majoration « développement durable ».

Elaborer un projet susceptible d'être labellisé ou certifié requiert une conception ambitieuse et rigoureuse, il est important que cette démarche soit par conséquent anticipée par le porteur de projet, dès le dépôt du dossier complet auprès de la Caf. Par ailleurs, seule une Convention d'objectifs et de financement intégrant la majoration « développement durable » garantit au porteur de projet le bénéfice de cette majoration dans les conditions qu'elle prévoit.

Les certificats ou attestations d'obtention du label serviront de pièce justificative au versement du solde intégrant cette majoration.

⁸ Voir détail à l'annexe 1 de la présente circulaire

⁹ Selon l'article L261-3 du Code de la construction et de l'habitation, « la vente en l'état futur d'achèvement est le contrat par lequel le vendeur transfère immédiatement à l'acquéreur ses droits sur le sol ainsi que la propriété des constructions existantes. Les ouvrages à venir deviennent la propriété de l'acquéreur au fur et à mesure de leur exécution ; l'acquéreur est tenu d'en payer le prix à mesure de l'avancement des travaux. Le vendeur conserve les pouvoirs de maître de l'ouvrage jusqu'à la réception des travaux »

¹⁰ Dans les conditions énoncées au point 2.3 de la présente circulaire

4.4 Majoration « rattrapage territorial »

Lorsque le projet est implanté sur une commune ou une intercommunalité dont le taux de couverture en mode d'accueil est inférieur à 58%, une majoration « rattrapage territorial » est attribuée uniquement pour les places nouvelles.

Dans le cas d'un projet d'extension ou de transplantation, cette majoration ne concerne donc que les places nouvelles.

Le seuil national de 58% est retenu sur l'ensemble de la période 2024-2027.

Pour juger de l'éligibilité à la majoration « rattrapage territorial », le taux de couverture retenu est le dernier disponible au moment où le dossier est présenté complet à la Caf. Si le taux de couverture disponible à la date à laquelle le Conseil d'administration de la Caf ou son instance délégataire rend sa décision donne lieu à l'octroi d'une majoration, celui-ci a la possibilité d'appliquer ce barème actualisé au projet.

Le périmètre d'évaluation du taux de couverture et les modalités de calcul sont celles qui sont décrites dans la partie 3.2 de la présente circulaire.

4.5 Majoration « potentiel financier »

Une majoration « potentiel financier » est attribuée en fonction de la richesse du territoire d'implantation de la structure. Elle est déterminée en fonction du potentiel financier de la commune ou de l'Epci. Le périmètre géographique d'évaluation du potentiel financier est déterminé selon les mêmes modalités que le taux de couverture à retenir et précisées dans la partie 3.2.

Pour juger de l'éligibilité et du montant de la majoration « potentiel financier », le potentiel financier retenu est le dernier disponible au moment où le dossier est présenté complet à la Caf. Si le potentiel financier disponible à la date à laquelle le Conseil d'administration de la Caf ou son instance délégataire rend sa décision aboutit à une majoration plus favorable, celui-ci a la possibilité d'appliquer ce barème actualisé au projet.

Les données concernant le potentiel financier par habitant (cf. annexe 3) sont disponibles sur le site [DGCL - Critères de répartition des dotations \(interieur.gouv.fr\)](https://www.dgcl.gouv.fr/interieur/criteres-dotations).

L'éligibilité au niveau de majoration le plus élevé est par ailleurs accessible aux Eaje Psu s'implantant en quartier politique de la ville (Qpv) ou en zone de revitalisation rurale (Zrr)¹¹¹².

Le classement des adresses d'implantation en Qpv ou Zrr est vérifiable via les outils de géolocalisation suivants :

- <https://sig.ville.gouv.fr>
- <https://www.data.gouv.fr/fr/reuses/carte-interactive-des-zones-de-revitalisation-rurale-zrr/>

Sont également éligibles au niveau de majoration le plus élevé les Eaje Psu qui comportent une dimension d'insertion sociale et professionnelle, le cas échéant attesté par l'octroi du label « à vocation d'insertion professionnelle » (Avip).

¹¹ Le dispositif des zones de revitalisation rurale (ZRR) est prorogé jusqu'au 30 juin 2024, conformément à l'article 73 de la loi des finances 2023-1322 du 29 décembre 2023. Une instruction aux Caf paraîtra ultérieurement afin de donner les consignes applicables à compter du 1^{er} juillet 2024 dans le cadre du dispositif France ruralité revitalisation qui en prend le relais.

¹² Pour les projets s'implantant sur des territoires sortis de la géographie des zones prioritaires à la faveur de la réforme précitée, une dérogation peut être sollicitée en 2024 auprès des services de la Cnaf pour attribuer les montants de financement résultant du zonage antérieur.

Dans le cadre d'un projet d'Eaje Psu à dimension d'insertion sociale ou professionnelle, le dossier de demande d'investissement précise les modalités de partenariat permettant d'accompagner des publics en insertion.

La convention de partenariat conclue avec au moins un partenaire du champ de l'insertion sociale ou professionnelle et une note précisant les modalités opérationnelles d'orientation des publics vers la structure serviront de pièce justificative au versement du solde intégrant cette majoration.

Seules les places nouvelles sont éligibles à la majoration « potentiel financier ». Dans le cas d'un projet d'extension ou de transplantation, cette majoration ne concerne donc que les places nouvelles.

4.6 Modalités de plafonnement et de calcul

En Eaje et en Mam, les subventions de la Caf à l'investissement sont plafonnées :

- à hauteur de 80 % des dépenses¹³ subventionnables par place ;
- et de telle façon à ce que le total des subventions en soutien du projet, de quelque nature qu'elles soient, n'excède pas 100% du coût total du projet.

Ce plafonnement évite que, compte tenu des autres sources de financement, la Caf attribue une subvention supérieure au besoin du porteur de projet.

Lorsque le nombre de places autorisées est inférieur au projet initial, un réajustement de la subvention Paje est opéré, à titre transitoire (en cas d'ouverture échelonnée) ou définitif.

Le calcul du montant de l'aide accordée doit respecter les critères figurant dans la présente circulaire. Il est n'est pas possible de proratiser l'aide accordée en ne retenant qu'une partie des places ou des dépenses éligibles associées au projet, ou de minorer la subvention, sauf en application des règles de plafonnement énoncées supra.

4.7 Modalités de suivi des subventions accordées

Le porteur de projet s'engage à maintenir la destination sociale de l'équipement, pendant une période de 15 ans à compter de la date d'ouverture de l'équipement. En Eaje et en Mam, il s'agit de la date d'ouverture de la première place résultant du projet financé.

Outre l'affectation du bâtiment à une finalité d'accueil de la petite enfance, la destination sociale sur le maintien de laquelle le promoteur s'engage pour une durée de 15 ans inclut :

- pour un projet d'Eaje financé par la Psu, l'application obligatoire du barème des participations familiales telle que précisée par voie de circulaire. La transformation d'un Eaje Psu en Micro-crèche Paje ne sera pas considérée comme respectueuse de l'engagement en faveur du maintien de la destination sociale ;
- pour un projet d'Eaje financé par la Paje, l'application d'une grille tarifaire modulée en fonction des revenus des familles, conforme à celle qui a été présentée à la Caf en vue de l'obtention de la subvention d'investissement. La transformation d'une Micro-crèche Paje en Eaje Psu sera considérée comme respectueuse de l'engagement en faveur du maintien de la destination sociale.

¹³ Le montant de ce plafond est hors taxe pour les promoteurs qui ont la possibilité de déduire la Tva sur les investissements. A contrario, ce plafond est « toutes taxes comprises » pour les promoteurs qui n'ont pas cette faculté.

- pour un projet de Mam, l'adhésion de tous les assistants maternels qui la composent à la Charte de qualité des Mam pendant toute la durée exigée de maintien de la destination sociale. Le promoteur s'engage à n'accueillir dans les locaux subventionnés que des assistants maternels signataires de la Charte de qualité des Mam pendant toute la durée exigée de maintien de la destination sociale, et veille à la bonne application de cette disposition.

Les partenaires sollicitant une aide à l'investissement au titre du Piaje contractent une clause dite promesse de porte fort¹⁴. Cette clause, introduite dans la convention d'objectifs et de financement, rend le bénéficiaire de la subvention garant du maintien de la destination sociale du bien financé jusqu'à l'expiration du délai de 15 années, même si celui-ci fait l'objet d'une ou plusieurs reventes pendant cet intervalle de temps.

Le bénéficiaire de la subvention s'engage à informer la Caf de tout changement susceptible d'affecter la destination sociale du bien financé. En l'absence d'information de la Caf d'un changement de propriétaire des locaux financés, d'un changement de gestionnaire de l'Eaje financé, ou d'une modification susceptible d'altérer la destination sociale du bien, les fonds octroyés seront remboursés à la Caf.

L'octroi d'une subvention ne crée un droit acquis au profit de son bénéficiaire que s'il en respecte les conditions. Dès lors, les Caf réclameront le remboursement en totalité des subventions d'investissement à leur bénéficiaire si celui-ci ne s'est pas conformé aux obligations décrites ci-dessus et dans la convention de financement.

Le Conseil d'administration (ou la commission délégataire) pourra décider de moduler le recouvrement de la subvention au prorata temporis en cas de situation spécifique. Dans les situations suivantes de modification ou de non-maintien de la destination sociale prévue par la convention d'objectifs et de financement formalisant l'octroi du Piaje, le prorata sera la règle :

➤ **Cas de force majeure**

Selon les termes de l'article 1218 du Code civil, « il y a force majeure en matière contractuelle lorsqu'un événement échappant au contrôle du débiteur, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du contrat et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, empêche l'exécution de son obligation par le débiteur ».

Par conséquent, la Caf exigera le remboursement des fonds octroyés au prorata temporis de la période non conforme, et non pas en totalité, dès lors que le non-maintien de la destination sociale résulte de circonstances imprévisibles, insurmontables, extérieures au promoteur et échappant à son contrôle.

➤ **Réduction de capacité en Eaje et en Mam**

En cas de diminution du nombre de places autorisées après ouverture¹⁵, la Caf exigera le remboursement partiel de la subvention sur la base du prorata de places non maintenues et au prorata temporis de la période non conforme.

En cas d'une activité manifestement faible au regard de la capacité d'accueil à hauteur de laquelle l'établissement a été financé, les Caf proposeront un accompagnement au gestionnaire afin de rétablir la capacité initialement prévue et y associeront systématiquement les services de PMI.

¹⁴ L'article 1204 du code civil permet l'insertion d'une promesse de porte-fort. Ainsi, « on peut se porter fort en promettant le fait d'un tiers ». En l'espèce, le promettant (ici le bénéficiaire de la subvention) sera redevable des montants à rembourser à la Caf dans l'hypothèse où la destination sociale du bien, qu'il aura le cas échéant cédé dans l'intervalle, serait modifiée avant expiration du délai de 15 ans.

¹⁵ Places bénéficiant d'un avis ou d'une autorisation d'ouverture en Eaje ; ou somme de la capacité d'accueil précisée sur les agréments des assistants maternels en Mam

5. DISPOSITIONS RELATIVES AUX RELAIS PETITE ENFANCE

Les projets de Rpe, qu'ils soient fixes ou itinérants, éligibles au Piaje peuvent concerner :

- la construction d'un Rpe ;
- l'aménagement d'un local existant pour le transformer en Rpe ;
- la transplantation d'un Rpe.

Les dépenses subventionnables au titre du Piaje sont décrites au point 2.3.

Le financement apporté par le Piaje est plafonné. Un plafond de dépenses subventionnables s'applique selon la nature du projet et des travaux. Les plafonds de dépenses subventionnables sont détaillés dans un barème national publié annuellement sur le caf.fr et en tant que de besoin par Information technique.

Le barème applicable est celui qui est en vigueur à la date à laquelle le dossier est déposé complet auprès de la Caf. Si le barème applicable à la date à laquelle le Conseil d'administration de la Caf ou son instance délégataire rend sa décision est plus favorable, celui-ci a la possibilité d'appliquer ce barème actualisé au projet.

Les critères d'appréciation de la qualité du projet s'agissant de la prise en compte des enjeux du développement durable sont équivalents à ceux qui s'appliquent pour l'attribution d'une majoration « développement durable » en Eaje et précisés au 4.3.

En plus du plafond de dépenses, un taux maximum de financement des dépenses subventionnables s'applique selon le type de projet :

❖ Taux de financement selon la nature du projet et des travaux en Rpe

	Projet de création	Projet d'aménagement ou de transplantation
Taux de financement des dépenses subventionnable	80%	80% si extension du nombre d'Etp > ou égale à 50% 50% si pas d'extension ou extension du nombre d'Etp strictement < à 50%.

Le montant des plafonds s'entend hors taxe pour les promoteurs qui ont la possibilité de déduire la Tva sur les investissements. A contrario, ce plafond est toutes taxes comprises pour les promoteurs qui n'ont pas cette faculté. En outre, le total des subventions ne peut excéder 100% du coût total du projet.

En conformité avec les priorités de la Cog 2023-2027, les Caf porteront une attention renforcée à l'implantation des Rpe dans les villes de plus de 10 000 habitants, dépourvues à ce jour de cette offre de service. En 2023, 153 communes de plus de 10 000 habitants étaient dépourvues de Rpe, dont 39 se situant dans un département d'Outre-mer.

Les modalités de suivi et de maintien de la destination sociale applicables à un équipement Rpe sont équivalentes à celles qui sont détaillées pour les Eaje à la partie 4.7. Le maintien de la destination sociale est attesté par l'activité du Rpe dans les conditions prévues par le projet de fonctionnement ayant fait l'objet d'un agrément par la Caf.

6. LES MODALITES DE GESTION DU PIAJE

6.1 La dotation attribuée à chaque Caf

L'enveloppe nationale dédiée au PIAJE est répartie dans le cadre des notifications budgétaires d'action sociale adressées aux Caf chaque année.

La Cnaf établit, au minimum, un bilan au 31 décembre de chaque année, afin de déterminer le montant des fonds engagés et le solde disponible. Les Caf doivent renseigner la base Sphinx « plans crèches » pour toute nouvelle décision. La base Sphinx doit être rigoureusement complétée au fur et à mesure des conseils d'administration ou des commissions d'action sociale. Le département gestion et financement de l'Action sociale exerce des contrôles sur la complétude et la cohérence des données renseignées par les Caf. La base Lotus antérieure ne doit désormais être utilisée que pour opérer la continuité du suivi des projets renseignés avant 2022.

L'objectif national visant à la création de 35 000 nouvelles places PSU d'ici 2027 est décliné pour chaque Caf. La notification budgétaire initiale de 2023 s'est appuyée sur des données démographiques par département et sur les prévisions de financement de places nouvelles remontées par les Caf. Toute demande de complément de fonds devra être adressée via le Questionnaire de redistribution des crédits d'action sociale.

6.2 Les modalités de gestion et de conventionnement

Après délibération des administrateurs, la décision d'acceptation ou de rejet de la demande doit être notifiée aux promoteurs. En cas de refus, celui-ci doit être motivé par des arguments objectifs et non discriminatoires. Les motifs de refus sont nécessairement indépendants de la nature juridique du gestionnaire.

En cas de décision favorable, il convient d'utiliser la convention-type PIAJE adaptée à l'opération (Rpe, Eaje Psu, Eaje Paje, Mam). Ces documents sont régulièrement mis à jour dans l'assistant documentaire @doc AS. Les conventions-types sont à utiliser pour tout dossier faisant l'objet de l'attribution d'une aide à l'investissement. La convention doit impérativement être signée par le promoteur dans les six mois qui suivent la décision du conseil d'administration ou de sa commission déléguée.

La convention reprend les engagements du promoteur et de la Caf et les modalités de leur contrôle. S'agissant des établissements bénéficiant du financement indirect via la Paje, elle intègre la proposition tarifaire présentée par le gestionnaire au moment du passage du projet devant le Conseil d'administration.

6.3 Calendrier de mise en œuvre

Les décisions d'engagement de crédits doivent être intégrées dans les bases de reporting Sphinx « Plans Crèches » après chaque décision de l'instance délibérante (conseil d'administration ou commission d'action sociale). Les bases de reporting « Plans Crèches » (Lotus ou Sphinx) doivent être mises à jour au fil de l'eau, à l'occasion de toute évolution du dossier (notamment, les paiements, ouvertures de places), et particulièrement avant la fin de chaque année afin que les montants comptabilisés au titre du PIAJE correspondent bien à l'état des décisions intégrées.

La convention d'objectifs et de financement définira les modalités de versement et de production des pièces justificatives relatives à chacune des composantes de la subvention. Tous les paiements devront être effectués dans les délais définis dans la convention et à l'appui des pièces justificatives qui y sont mentionnées. Le promoteur s'engage, en signant la convention d'objectifs et de financement, à achever les travaux et à produire les pièces justificatives dans ces délais, sous peine d'annulation du solde ou de la

totalité de la subvention octroyée. Le solde de la subvention n'est versé qu'après une visite de conformité de la structure effectuée par les services de la Caf.

Les modalités de suivi du Piaje font l'objet d'une annexe 4 dédiée (comptes comptables mobilisés, modalités de suivi dans les bases Sphinx et Lotus).

ANNEXE 1. Les six composantes des dépenses subventionnables

La liste ci-dessous des éléments constitutifs du budget prévisionnel permet de répartir les coûts.

Foncier : Achat de terrain, Achat d'immeuble, Frais de notaire rattachés aux biens relevant de l'opération d'investissement			
Gros œuvre¹⁶ :			
Construction, Extension, Fondations spéciales, Terrassement, Voierie et réseaux divers (VRD) : branchements eaux, électricité, gaz, téléphone	Ravalement, Etanchéité, aire de stationnement, dallages, Démolition,	Couverture, Charpente, Menuiseries extérieures, Volets, Isolation	Energie : photovoltaïque, domotique, récupérateur d'eau,
Aménagement intérieur :			
Menuiseries intérieures, Cloisons, Doublages, Revêtements de sol, Carrelages/faiences, Peintures,	Electricité (courants forts et courants faibles), Plomberie, Chauffage, Ventilation	Serrurerie, Téléphonie, Sécurité incendie, Signalisation, Climatisation	Ascenseurs, Baie informatique,
Equipement simple et particulier :			
Mobiliers : cuisine, bureau, dortoir, locaux annexes (type stockage, entretien),	Petits matériels : vaisselle, informatisation,	Puériculture : poussettes, tables à langer,	Pédagogie : livres, jouets, jeux d'intérieurs et d'extérieurs
Honoraires et Frais administratifs : Maîtrise d'œuvre (architecte ou cabinet d'experts), Aide à maîtrise d'ouvrage, Géomètre, Mission Csps (sécurité), Bureau de contrôle, Etudes, Etudes de sol, Frais bancaires, Toutes Assurances.			
Autres :			
Aménagements extérieurs jardins, clôtures, sols extérieurs		Marketing : Communication, Presse, Publication.	

Cette partie est à renseigner dans la base « Plan crèche » en fonction des devis qui serviront pour calculer le montant de la subvention d'investissement attribuée au projet.

¹⁶ Par ailleurs, relèvent de la composante du gros œuvre les grosses réparations au sens de l'article 606 du Code civil. Conformément à cet article, « les grosses réparations sont celles des gros murs et des voûtes, le rétablissement des poutres et des couvertures entières. Celui des digues et des murs de soutènement et de clôture aussi en entier »

ANNEXE 2. Définition du taux de couverture en mode d'accueil et sources de données

Les dernières données connues sont disponibles sur le site <http://data.caf.fr/>

Cette annexe a pour objectif de décrire les principes de calcul du taux de couverture au regard de l'échelle territoriale pertinente.

1. Estimation du taux de couverture en mode d'accueil

Le taux de couverture global par les modes d'accueil formels est obtenu par le rapport de l'offre sur la demande :

- L'offre est obtenue par la somme de l'offre en accueil collectif et en accueil individuel ;
- La demande est estimée par la population des moins de 3 ans résidant sur le territoire étudié.

Le taux est exprimé en nombre de places offertes, à un moment donné, pour 100 enfants de moins de 3 ans.

Ce taux est directement téléchargeable à l'adresse suivante : <http://data.caf.fr/dataset/taux-de-couverture-global>, sous forme d'un tableur CSV affichant à la fois les taux par Epci ou à l'échelle communale.

Les taux de couverture aux niveaux « Commune », « EPCI », « Département » sont diffusés en Open data sous forme de fichier, chaque année, dans le jeu de données « Taux de couverture global - Accueil jeune enfant ».

Toutes les données élémentaires décrites ci-après sont accessibles par le réseau des Caf dans l'Intranet du Cafdata, via le jeu de données « Données pour calcul taux de couverture petite enfance - NON DIFFUSABLE » (cf. lien <http://data.branchefamille.cnaf/dataset/donnees-pour-calcul-taux-de-couverture-petite-enfance-non-diffusable> uniquement accessible aux Caf.

Ainsi lorsque le taux de couverture est à reconstituer à une échelle différente de la commune ou de l'Epci à fiscalité propre, le mode opératoire est le suivant :

- additionner les données de la colonne « TOT OFFRE » pour obtenir un Total 1
- additionner les données de la colonne « ESTIM POP 02 » pour obtenir un Total 2
- diviser Total 1 par Total 2

<i>Communes ayant la compétence PE</i>	<i>TOT OFFRE (1)</i>	<i>ESTIM POP 02 (2)</i>	<i>TX COUV (en %) (1/2)</i>
<i>Commune A</i>	229	309	
<i>Commune B</i>	869	1524	
<i>Commune C</i>	595	1008	
<i>Commune D</i>	341	542	
<i>Données estimées du territoire</i>	2034	3383	60%

2. Calcul de l'offre

Le calcul du numérateur appréciant l'offre d'accueil individuel et collectif est obtenu de la manière suivante.

a. Offre en accueil collectif

Le nombre de places en accueil collectif correspond pour le taux communal à la somme des quatre éléments ci-dessous :

- NBPLA0A5 : Nombre de places en Eaje percevant la Psu connu selon le dernier agrément en cours pour l'exercice N ;
- MICRO-CRECHE PAJE : Estimation du nombre de places en micro-crèche financées par la PAJE (Cmg structure, régime général) ;
- Micro-Crèche MSA-PAJE : Estimation du nombre de places en micro crèche et accueil familial financées par la PAJE (Cmg structure, régime agricole) ;
- E02FAMSS : Estimation du nombre de places en accueil familial financés par la PAJE (Cmg structure, régime général) ;
- PRESCOL : Nombre de places préscolarisation, public et privé estimée par le nombre d'enfants préscolarisés à 2 ans, données du constat de rentrée sur la commune de scolarisation.

b. Offre en accueil individuel

Le nombre de places en accueil individuel correspond à la somme des 3 éléments ci-dessous :

- OASMAT : Estimation du nombre de places en accueil chez les assistantes maternelles ;
- E02DOMSS : Estimation des places d'accueil en garde à domicile en emploi indirect (CMG structure service d'accueil à domicile, régime général) ;
- E02DOMIS : Estimation des places d'accueil en garde à domicile
- Garde Domicile - emploi direct – MSA : Estimation des places d'accueil en garde à domicile, emploi direct (CMG structure, régime agricole)
- Garde Domicile Structure – MSA : Estimation des places d'accueil en garde à domicile, emploi indirect (CMG structure, régime agricole)

Les données actuellement non déclinées au niveau communal sont les places « entreprise » hors Psu et hors Paje (source enquête PMI-DREES) ; il est donc à noter que tous les agrégats sur des zonages infra départementaux administratifs (Commune, Epci) ou zonages d'études obtenus par agrégation de données communales (zone d'emploi, bassin de vie, etc.) n'intègrent pas cette donnée. Ainsi, le calcul d'agrégats départementaux ou supra à partir de la table communale listant toutes les données élémentaires peut donner des résultats différents que ceux publiés par ailleurs.

3. Estimation de la demande potentielle par la démographie

Le nombre de places d'accueil pour 100 enfants de moins de 3 ans calculé pour l'année d'observation est effectué en utilisant le nombre d'enfants de moins de 3 ans au 1er janvier n+1 estimé par l'éducation nationale (Depp) et utilisé notamment pour ses calculs de scolarisation (calculs Onape). Ce nombre est plus élevé que le nombre d'enfants de moins de 3 ans issu directement des recensements de la population (<https://www.insee.fr/fr/information/4796233>).

Concernant les projets relatifs à un promoteur qui n'est pas une commune ou un Epci déjà constitué, les Caf se chargeront de la réalisation du calcul avec les données disponibles dans l'intranet du Cafdata.

ANNEXE 3. Le potentiel financier par habitant pour les communes ou potentiel financier agrégé par habitant pour les Epci

Ces données sont mises à disposition par la DGCL sur le site : http://www.dotations-dgcl.interieur.gouv.fr/consultation/criteres_repartition.php

Afin de faciliter l'obtention des données, les variables nécessaires seront accessibles via la BCE20XX (bases communale externe) produite au cours du mois de décembre de chaque année :

- DCLPOPFIN : Pour le potentiel financier par habitant des communes
- DCLPFIA : Pour le potentiel financier agrégé des EPCI
- DCLPOP : pour la population DGF prise en compte pour le calcul du potentiel financier du territoire commune ou EPCI

Pour les projets qui concerneraient des territoires supra communaux différents des Epci à fiscalité propre (avec PFIA connu), il conviendra d'estimer un potentiel financier comme suit :

Communes ayant la compétence PE	Valeur du potentiel financier par habitant DCLPOPFIN (1)	Nombre d'habitants DGF par commune DCLPOP (2)	Part de la population communale dans le total du territoire (en %)	Moyenne pondérée du potentiel financier [(1)*(3)]/100
Commune A	1 620,27 €	10 733	9,3	150,68 €
Commune B	1 090,11 €	54 849	47,4	516,71 €
Commune C	1 340,57 €	31 108	26,9	360,61 €
Commune D	1 317,19 €	18 980	16,4	216,02 €
<i>Données estimées du territoire</i>	5 368,14 €	115 670	100	1 244,02 € (cumul des potentiels financiers)

ANNEXE 4. Les modalités de suivi du Piaje

1 . Le suivi dans les bases « Plans crèches »

La remontée des informations relatives aux enveloppes fonds plans crèches est obligatoire. La mise à jour des bases de reporting doit être effectuée en temps réel, afin que la Cnaf soit en mesure de rendre compte régulièrement à ses administrateurs et à ses autorités de tutelle de l'avancée de la mise en œuvre de ce plan et de l'utilisation du fonds.

L'utilisation des bases « Plans crèches » (Lotus pour la continuité du suivi des décisions renseignées avant 2022 ; Sphinx pour toute nouvelle décision à compter du 1er janvier 2022) est le seul mode accepté de transmission des informations vers la Cnaf. Une notice d'utilisation est diffusée sur @doc budget action sociale.

2 . Le suivi budgétaire et comptable

La dotation de chaque Caf est alimentée par les fonds Plans crèches. **Celle-ci est limitative.**

La base permet également de suivre les **engagements de dépenses** : afin d'améliorer ce suivi par les Caf, une validation portant sur les structures de financement des projets et sur le report des dépenses réelles dans la base est demandée aux services comptables. Cette validation ainsi que la correction des anomalies détectées dans la base font partie des éléments de vérification de l'arrêté des comptes de fin d'exercice.

2.1. Les enregistrements de dépenses

Les engagements de dépenses sont enregistrés en compte de dotations aux provisions. Le financement des projets Plans crèches ne nécessite pas d'envoi à la Cnaf pour approbation d'autorisation de programme. En revanche, si un financement sur fonds locaux complémentaire est attribué, une autorisation de programme devra être transmise à la Cnaf pour approbation pour le montant ainsi octroyé.

Les dépenses Plans crèches prévues au cours de chaque exercice sont inscrites par les Caf dans leur budget annuel d'action sociale. Aucune charge à payer ne doit être constituée. Au vu des dépenses réelles constatées en fin d'exercice et selon l'année de décision, le paiement sera financé par :

- une reprise sur provisions (si paiement avec décision en année N-);
- le compte de charge (si paiement avec décision en année N).

2.2. Le schéma d'écriture comptable

Les principes des schémas d'écriture comptable pour le Plan crèches sont communiqués dans le guide des subventions d'investissement.

2.3 Le suivi statistique

La spécificité statistique associée aux dépenses Plans crèches est différente selon le mode de gestion affecté au dossier :

- Eaje gérés par une association, commune, département, Etat 19182112
- Eaje en gestions directes Caf 19183112

- Eaje gérés par une entreprise (du secteur marchand) 19184112

Et pour les Provisions subventions investissement fonds nationaux 1992xxxx

ANNEXE 5. Modèle de l'attestation sur l'honneur

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Afin de garantir leur intégrité et de prévenir les fraudes, les bénéficiaires des subventions de la branche signent une attestation de probité et de non-condamnation.

Je soussigné(e) : [Prénom] [Nom]

né(e) le : [Date de naissance] à [Lieu de naissance]

demeurant :

[Adresse]

[Code postal] [Commune]

déclare :

- n'avoir été l'objet d'aucune condamnation pénale ni de sanction civile ou administrative de nature à m'interdire de gérer, administrer, diriger ou contrôler une personne morale, ou d'exercer une activité commerciale ;
- n'avoir pas été frappé de faillite personnelle ou d'autre sanction en application du titre VI de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises ou, dans le régime antérieur à cette loi, en application du titre II de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

[Lieu de signature], le [Date de signature].

[Signez ici]

[Prénom et nom du déclarant]

ANNEXE 6. Modèle de la déclaration d'intérêts

La branche Famille s'abstient de subventionner toute entité placée dans une situation qui conduirait à dévoyer l'objet des fonds versés.

Dans ce cadre, la présente déclaration vise à prévenir tout risque de dévoiement de la subvention ou de refacturation abusive.

A cet effet, sont déclarés les liens d'intérêts de toute nature entre le demandeur de la subvention et des tiers qui sont de nature à dévoyer ou paraître dévoyer l'usage de la subvention versée.

La déclaration doit être signée personnellement et chaque page doit être paraphée.

Je soussigné(e) : [Prénom] [NOM], [qualité]

Reconnais avoir pris connaissance de la demande de déclarer tout lien d'intérêts direct ou par personne interposée avec les entreprises, établissements ou organismes public ou privé :

- exploitants ultérieurs de la structure financée ;
- entités propriétaires du bâtiment sur lequel elle est implantée.

Déclaration :

1° Déclaration des liens matériels, directs ou indirects :

Le demandeur est-il lié à l'entité propriétaire des murs ? OUI NON
Le demandeur est-il lié au gestionnaire ultérieur de la structure ? OUI NON

Dans l'affirmative, veuillez préciser lesquels, notamment les points ci-après :

- les participations financières directes éventuellement détenues dans le capital du propriétaire ou du gestionnaire ;
- L'appartenance à un même groupe de sociétés que le propriétaire ou le gestionnaire ;
- L'existence d'une gestion commune avec le propriétaire ou le gestionnaire, en particulier une participation aux organes dirigeants du propriétaire ou du gestionnaire ;
- L'exercice d'une activité rémunérée ou donnant lieu à gratification pour le compte du propriétaire ou du gestionnaire, ou au sein de la structure dans le cadre d'une Maison d'assistant maternel.

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

2. Déclaration des liens familiaux

Le demandeur est-il détenu intégralement ou partiellement par une personne physique entretenant des liens familiaux avec une personne physique qui détient ou gère la personne morale en charge de l'exploitation, ou le propriétaire des murs ?

.....
.....
.....

Dans le cas d'un projet de Mam :

Le demandeur est-il détenu intégralement ou partiellement par une personne physique entretenant des liens familiaux avec un ou plusieurs professionnels ayant vocation à travailler au sein de l'établissement ?

.....
.....
.....

3. Autre lien susceptible de présenter un risque de dévoiement de la subvention versée :

.....
.....
.....

Je soussigné(e), _____ certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements indiqués dans la présente déclaration ;

Fait le

Signature